



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

 **OBJECTIFS**
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE

A young boy is captured in a moment of joy, splashing water in the air with his arms raised. He is wearing a dark t-shirt with some text on it. The background shows a lush, green rural landscape with palm trees and other vegetation under a bright sky. The image is partially obscured by a white text box at the bottom.

LA **FAO** ET LES **ODD**

Des indicateurs de mesure pour
suivre la mise en œuvre du
Programme de développement
durable à l'horizon 2030

TABLE DES MATIÈRES

PAGE 4

INTRODUCTION

PAGE 5

UNE MESURE DE LA RÉALISATION DES ODD

PAGES 6-7

LE SOUTIEN AUX PAYS

PAGE 8

MESSAGES CLÉS

PAGE 9

LA RÉVOLUTION DES DONNÉES

PAGES 10-13

EXPLOITER LES TECHNOLOGIES

PAGE 14

INDICATEURS DONT LA FAO EST GARANTE

PAGE 15

DONNER VIE AUX CHIFFRES

DOUZE DOMAINES DE TRAVAIL DANS LESQUELS LA FAO CONCENTRE SON ACTION SUR LE CONTRÔLE DES ODD

PAGES 16-17

VERS LA FAIM ZÉRO

INDICATEURS 2.1.1 ET 2.1.2

PAGES 18-19

CROISSANCE ÉQUITABLE

INDICATEURS 2.3.1 ET 2.3.2

PAGES 20-21

ALIMENTATION ET NUTRITION

INDICATEUR 2.4.1

PAGES 22-23

LE SEL DE LA VIE

INDICATEURS 2.5.1 ET 2.5.2

PAGES 24-25

RÉCOLTEZ CE QUE VOUS SEMEZ

INDICATEUR 2.a.1

PAGES 26-27

LA STABILITÉ ET LA SÉCURITÉ

INDICATEUR 2.c.1

PAGES 28-29

LES AGENTS DE CHANGEMENT

INDICATEURS 5.a.1 ET 5.a.2

PAGES 30-31

CHAQUE GOUTTE D'EAU EST PRÉCIEUSE

INDICATEURS 6.4.1 ET 6.4.2

PAGES 32-33

L'ÉCONOMIE PROTÈGE DU BESOIN

INDICATEUR 12.3.1

PAGES 34-35

UN OCÉAN D'OPPORTUNITÉS

INDICATEURS 14.4.1, 14.6.1, 14.7.1 ET 14.b.1

PAGES 36-37

LA MAGIE DES FORÊTS

INDICATEURS 15.1.1, 15.2.1 ET 15.4.2

PAGES 38-39

UNE TERRE D'ABONDANCE

INDICATEUR 15.3.1

KENYA

Une agricultrice plante du riz dans le cadre d'un projet pilote d'une école pratique d'agriculture.

©FAO/A. Vitale





**«LA PROPOSITION
DE LA FAO COMME
ORGANISME
GARANT DE 21
INDICATEURS
RELATIFS AUX ODD
EST LE TÉMOIGNAGE
DES COMPÉTENCES
SÉRIEUSES DE LA
FAO EN MATIÈRE DE
CONTRÔLE, ET DU
CARACTÈRE
CENTRAL DE
L'ALIMENTATION ET
DE L'AGRICULTURE
DANS L'ENSEMBLE
DU PROGRAMME
2030»**

Directeur général de la FAO
José Graziano da Silva

INTRODUCTION

Les ODD sont le premier projet global de développement mené par les États Membres; ils fixent aux pays des objectifs spécifiques à atteindre dans un délai convenu et prévoient un contrôle régulier du degré d'avancement.

Le 25 septembre 2015, les 193 États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ce nouveau programme, qui comprend 17 objectifs de développement durable (ODD) et 169 cibles, engage la communauté internationale à mettre fin à la pauvreté et la faim, et à réaliser le développement durable dans ses trois dimensions (sociale, économique et environnementale) au cours des 15 prochaines années (2016-2030).

Succédant aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le Programme 2030 représente une réelle transformation dans la façon dont on envisage et dont on met en œuvre le développement, et promeut une vision globale pour la prospérité des populations et de la planète, qui est inclusive et qui ne «laisse personne pour compte». Issus de la plus importante consultation multipartite de l'histoire, les ODD

ont été entièrement appropriés par les pays. Universels – ils concernent les pays développés tout comme les pays en développement –, les objectifs de développement durable sont intimement liés et indissociables – les objectifs sont tous intrinsèquement liés les uns aux autres et requièrent que l'on adopte des approches globales et participatives.

Les ODD sont désormais la principale référence pour les politiques et les programmes de développement au niveau national. Il appartient à chaque pays de passer en revue les 17 objectifs afin de déterminer comment ils peuvent être traduits en plans de développement à la fois réalistes et ambitieux, et comment ils peuvent mobiliser les efforts nationaux pour créer un réel changement – en tenant compte de ses propres priorités, besoins, stades de développement, capacités, ressources, stratégies, partenariats et moyens de mise en œuvre.

**LES ODD SONT
DÉSORMAIS LA
PRINCIPALE
RÉFÉRENCE POUR
LES POLITIQUES
ET LES
PROGRAMMES DE
DÉVELOPPEMENT
AU NIVEAU
NATIONAL**

UNE MESURE DE LA RÉALISATION DES ODD

Trouver des moyens nouveaux et effectifs de collecter des données, contrôler les cibles et mesurer les progrès est une condition essentielle à la réussite des 17 objectifs de développement durable. En mars 2016, la Commission de statistique de l'ONU est convenue d'un cadre de 230 indicateurs, «point de départ concret» du contrôle des 169 cibles relatives aux ODD.

Ces indicateurs mondiaux aideront les pays à mesurer leurs progrès dans la réalisation des objectifs, à tirer les leçons de leurs expériences et à déterminer vers quels domaines il est nécessaire de se concentrer et de mobiliser les ressources.

Le grand nombre d'indicateurs représente toutefois un défi considérable pour les pays. Quatre fois plus nombreux qu'ils ne l'étaient sous les OMD, un grand nombre d'indicateurs doivent également être ventilés par sexe, âge, niveau de revenu, emplacement géographique, profession, et selon d'autres caractéristiques de l'identité sociale afin de rendre compte du principe directeur du Programme 2030: «Ne pas faire de laissés-pour-compte».

Bien que les données ouvertes présentent de nombreuses opportunités de suivre les progrès réalisés, de nombreux pays auront besoin d'aide pour collecter et analyser les informations statistiques de manière systématique et pour les diffuser à grande échelle.

FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU

Le Programme 2030 a mis en place une structure mondiale d'établissement de rapports qui rassemble des données aux niveaux local, national et régional et culmine avec la célébration du Forum politique de haut niveau des Nations Unies. Ce dernier se réunit une fois par an au niveau intergouvernemental, fournit des orientations et des recommandations, identifie les progrès accomplis et les défis à relever, et mobilise les moyens nécessaires à l'accélération de la mise en œuvre des 17 ODD. Les indicateurs relatifs aux ODD forment le socle sur lequel repose la responsabilité mutuelle de ce nouveau cadre mondial.

LA STRUCTURE DE LA RESPONSABILITÉ MUTUELLE DES ODD



ÉTABLISSEMENT DES RAPPORTS

Collecte et analyse d'informations statistiques sur la base de l'ensemble élargi des 230 indicateurs relatifs aux ODD.



CONTRÔLE

Production de rapports contrôlant les progrès accomplis en direction des cibles des ODD, ainsi que les engagements et les actions de suivi, dont les politiques, les investissements, les dépenses budgétaires, les programmes et les partenariats, à l'appui du Programme 2030.



SUIVI ET EXAMEN

Les organes régionaux et mondiaux des Nations Unies doivent en principe analyser et évaluer les rapports émanant du système des Nations Unies, avec l'appui des organismes intergouvernementaux spécialisés de ce même système. L'une des fonctions essentielles du processus de suivi et d'examen sera le partage des données d'expériences nationales, tous les pays étant censés se prêter à des examens volontaires, à deux reprises au moins, au cours du cycle de 15 ans.

LE SOUTIEN AUX PAYS

Les ODD se différencient des OMD dans la mesure où, cette fois-ci, l'ensemble des gouvernements ont contribué à leur conception et sont mobilisés pour les réaliser.

Selon le principe de l'appropriation nationale, les pays sont responsables de collecter des données. Les organismes internationaux peuvent néanmoins leur prêter assistance en renforçant les capacités nationales et en faisant en sorte que les données soient comparables, ventilées aux niveaux sous-régional, régional et mondial.

La FAO est reconnue comme ayant un rôle mondial de premier plan dans la mise au point de méthodes et de normes pour les statistiques dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, et

Le rôle en expansion de la FAO en matière de contrôle des ODD implique une plus grande implication de la part de l'Organisation au niveau national par rapport aux OMD.

dans l'offre d'une assistance technique capable d'aider les pays à relever les nouveaux défis liés au contrôle.

La FAO a été proposée comme organisme des Nations Unies «garant» pour 21 indicateurs mondiaux (rattachés aux ODD

2, 5, 6, 12, 14 et 15), et comme organisme contribuant à six indicateurs supplémentaires, soit une augmentation significative par rapport aux quatre indicateurs dont la FAO était garante sous les OMD.

L'IMPORTANCE D'ADOPTER DES INDICATEURS MONDIAUX

Les cibles relatives aux ODD sont définies dans le Programme 2030 comme «ambitieuses et de portée mondiale». Il appartient à chaque État de «fixer ses propres cibles au niveau national pour répondre aux ambitions mondiales, tout en tenant compte de ses spécificités». Seuls les indicateurs des ODD approuvés par les États Membres des Nations Unies seront utilisés pour évaluer les progrès au niveau mondial, et seront examinés dans le cadre du Forum politique de haut niveau des Nations Unies. En adoptant les indicateurs des ODD, les pays assureront la visibilité des rapports au niveau mondial et éviteront de devoir établir des rapports supplémentaires. Les indicateurs mondiaux des ODD peuvent être complétés par d'autres thématiques et indicateurs nationaux.

LES INDICATEURS PROVISOIRES RELATIFS AUX ODD SE TROUVENT À DIFFÉRENTS STADES

CATÉGORIE	NIVEAU DE DÉVELOPPEMENT	ONU	FAO (organisme garant)*
I	La méthode de calcul est établie et les données sont déjà largement disponibles	75	4
II	La méthode de calcul est établie, mais les données ne sont pas aisément disponibles	70	6
III	Aucune méthode de calcul n'a encore été convenue sur le plan international et les données sont en grande partie indisponibles	85	11
ENSEMBLE		230	21

* Se reporter à la page 14 pour les indicateurs dont la FAO est l'organisme garant. Le contenu de ce tableau peut faire l'objet de modifications étant donné que les indicateurs sont adoptés et modifiés par les pays.



**RÉPUBLIQUE UNIE
DE TANZANIE**

Un groupe assiste à une
leçon, dans une école
pratique d'agriculture.
©FAO/J. Thomas

QUEL EST LE RÔLE DE L'ORGANISME GARANT?

Chaque indicateur mondial relatif aux ODD a été placé sous la tutelle d'un organisme «garant» par le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, un groupe de travail appartenant à la Commission de statistique des Nations Unies. Il incombe à chaque organisme «garant» de collecter des données auprès des sources nationales, de fournir le canevas descriptif du rapport annuel sur l'état d'avancement de la réalisation des ODD, de fournir et d'actualiser la documentation relative aux indicateurs, de travailler à de nouvelles améliorations méthodologiques et de contribuer au renforcement de capacités statistiques.

En tant qu'organisme «garant», la FAO peut:

- ▶ Aider les gouvernements à établir des priorités et des cibles nationales;
- ▶ Encourager le développement d'environnements institutionnels et politiques forts et cohérents;
- ▶ Impliquer l'ensemble des acteurs jouant un rôle dans les processus politiques et les dialogues au niveau national, contribuer au développement de partenariats innovants;
- ▶ Aider les institutions statistiques nationales à produire des indicateurs mondiaux et nationaux;
- ▶ Aider les gouvernements à établir des rapports sur les défis et les résultats;
- ▶ Contribuer à mobiliser les ressources pour soutenir les efforts nationaux;
- ▶ Contribuer au suivi mondial et à la révision des ODD.

MESSAGES CLÉS

- ▶ **Trouver des moyens nouveaux et effectifs de collecter des données, contrôler les cibles et mesurer les progrès sont des conditions essentielles à la réussite des 17 objectifs de développement durable.** Un cadre d'indicateurs solide transformera les ODD et leurs cibles en un outil de gestion capable d'aider les pays à suivre les progrès, développer des politiques et allouer des ressources.
- ▶ **Le grand nombre d'indicateurs relatifs aux ODD, 230, représente un défi considérable pour les pays.** Quatre fois plus nombreux qu'ils ne l'étaient sous les OMD, un grand nombre d'indicateurs doivent également être ventilés afin de refléter le principe directeur du Programme 2030: «Ne pas faire de laissés-pour-compte».
- ▶ **La FAO est reconnue comme ayant un rôle mondial de premier plan dans la mise au point de méthodes et de normes pour les statistiques dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture,** et dans l'offre d'une assistance technique capable d'aider les pays à relever les nouveaux défis liés au contrôle.
- ▶ **La FAO a été proposée comme organisme des Nations Unies «garant» pour 21 indicateurs des 230 indicateurs relatifs aux ODD identifiés par la Commission de statistique des Nations Unies (rattachés aux ODD 2, 5, 6, 12, 14 et 15),** et comme organisme contribuant à six indicateurs supplémentaires.
- ▶ **En tant qu'organisme garant, la FAO aidera à garantir que les données nationales sont comparables et ventilées aux niveaux sous-régional, régional et mondial.** Les données contribueront à établir des rapports annuels sur les progrès des ODD qui entrent dans le cadre des processus de suivi et d'examen du Forum politique de haut niveau des Nations Unies.
- ▶ **Seuls les indicateurs des ODD approuvés par les États Membres des Nations Unies seront utilisés pour évaluer les progrès au niveau mondial** et pour examen au Forum politique de haut niveau.
- ▶ **La technologie est essentielle à la saisie des données.** En renforçant son travail de collecte et d'analyse des données, la FAO reste à la pointe des innovations pour collecter et saisir les informations, nouer de nouveaux partenariats et rechercher de nouveaux équipements, qui vont des satellites d'observation de la Terre aux dispositifs mobiles et aux drones aériens.
- ▶ **Au-delà des indicateurs relatifs aux ODD, la FAO fournit des données et apporte une aide statistique à environ 200 pays.** Les statistiques de la FAO peuvent être utilisées à la fois par les gouvernements pour formuler et contrôler les politiques et par les exploitants agricoles dans leurs prévisions et décisions économiques.
- ▶ **Des données plus accessibles pour les acteurs du monde rural peuvent avoir un rôle déterminant dans la réalisation de l'objectif «Faim zéro» et du développement durable.** Par exemple, l'accès à l'information sur les conditions de mise en culture, les conditions météorologiques et les marchés, permettra à 500 millions de petits exploitants agricoles de mieux travailler, et d'utiliser des ressources restreintes de manière efficace.
- ▶ **Les données ne sont qu'un point de départ pour aider les pays à réaliser des progrès.** Un contrôle efficace peut apporter de bons enseignements mais les gouvernements doivent entreprendre des politiques qui ciblent les objectifs de développement durable et les laissés-pour-compte. Le travail de la FAO en matière d'appui des politiques est guidé par des données empiriques.

LA RÉVOLUTION DES DONNÉES

Répondant à l'appel des pays, la FAO développe des indicateurs qui peuvent être adoptés de façon universelle et à un moindre coût, et dont les données peuvent être ventilées et compilées régulièrement dans des rapports.

L'amélioration de la disponibilité et de la qualité des données peut permettre de gagner la bataille contre la pauvreté et la faim, aider à parvenir à un développement équitable et durable, et fournir des connaissances approfondies qui permettront des interventions intégrées pour lutter contre les changements climatiques.

Un contrôle efficace permet de suivre les progrès accomplis et offre en outre aux pays des informations essentielles sur les groupes de populations et les zones géographiques sur lesquels il est nécessaire de mettre l'accent. Les responsables politiques ont besoin de données de qualité pour concevoir et mettre en œuvre des initiatives en matière de sécurité alimentaire, mesurer des dispositifs de sécurité



TCHAD

Des agriculteurs contrôlent la croissance du manioc. La FAO aide à améliorer la sécurité alimentaire et le niveau de nutrition de la population. ©FAO/S. Kambou

sociale, déterminer le niveau d'aide agricole nécessaire, concevoir et choisir des programmes de recherche et de développement.

Comme l'énonce l'adage, «ce qui peut être mesuré peut être accompli». De plus, ce qui peut être mesuré acquiert davantage de visibilité. Les

données ouvertes permettent de faire connaître les objectifs partagés, renforcer la participation publique, l'appropriation et l'engagement dans la réalisation des cibles nationales. À l'ère de l'information, les données peuvent aider à orienter l'action des gouvernements et entre les différents acteurs.

EXPLOITER LES TECHNOLOGIES

La FAO exploite les innovations technologiques – des satellites d’observation de la Terre aux drones, en passant par la technologie mobile – afin de compléter sa longue expérience en matière de compilation d’informations sur le terrain.

Les nouvelles technologies permettent de collecter des données de meilleure qualité plus rapidement, elles donnent accès à des flux torrentiels de nouvelles informations et promettent de changer la véritable nature du développement. Les histoires présentées ci-après décrivent comment la FAO noue de nouveaux partenariats avec les plus grands spécialistes au monde en matière de données. Ces partenariats ont pour but de garantir que les pays disposent des informations les plus récentes à portée de main afin qu’ils puissent concevoir au mieux leurs politiques.

LA PÊCHE VUE DE L’ESPACE

La FAO s’associe aux autorités scientifiques les plus prestigieuses au monde pour créer la «première perspective globale» sur les pratiques de pêche durable, et offre plus de 22 millions de points d’information sur les activités des navires de pêche dans le monde chaque jour.

Afin de lutter contre les activités illégales - pêche illicite, non déclarée ou non réglementée - qui contribuent à environ un tiers des stocks de poissons surexploités dans le monde, le Global Fishing Watch utilise des données satellites et la technologie de l’informatique en nuage pour surveiller les activités de pêche et identifier les activités de navires suspects.

Les pays qui maîtriseront cet outil technologique pourront se connecter à un flux de données satellites en direct, qui permettra de surveiller les navires quasiment en temps réel et de permettre aux gouvernements de prendre les mesures de rétorsion appropriées. Grâce à cette innovation technologique, les navires qui pêchent illégalement dans des aires marines protégées risquent d’être pris dans le filet numérique avec leur prise.

L’IMAGERIE SATELLITAIRE

LA FAO ET GOOGLE

Le nouveau partenariat avec Google s’inscrit dans le cadre des efforts de la FAO d’exploiter les technologies de pointe pour fournir aux pays de nouvelles données factuelles sur lesquelles fonder leurs décisions et concevoir leur politiques.

Cette technologie a pour but de saisir, en un temps record, une grande quantité de données sur l’agriculture et les ressources naturelles dans tous les domaines du Programme 2030 – des régimes alimentaires aux forêts, en passant par le couvert végétal des sols et des montagnes, la lutte contre les ravageurs et la gestion de l’eau, la santé des plantes et la perte des cultures, la lutte contre les criquets pèlerins et les changements climatiques.

En accédant aux archives de données géo-spatiales de Google remontant à 1972, la FAO propose une formation à des experts nationaux sur l’utilisation des outils logiciels de la FAO, comme OpenForis et CollectEarth. À la suite de cette formation, les participants seront capables de mener à bien, et ce en l’espace de quelques heures, des exercices de cartographie et de classification qui pouvaient prendre auparavant des semaines voire des mois.

VIET NAM

Des chercheurs de l'Évaluation nationale des forêts utilisent une technologie laser qui mesure la taille et la largeur des arbres dans les zones des forêts qui ne sont pas accessibles.
©FAO



LA FORÊT ET LES ARBRES EN IMAGES

L'imagerie satellitaire ne peut se substituer aux connaissances et à l'expertise locales – souvent qualifiées de vérité de terrain («ground truth») - mais elle pourrait optimiser l'efficacité, la qualité, la transparence, la fiabilité et surtout la rapidité et l'efficacité de la collecte de données, ainsi que la validation des produits de cartographie mondiale existants. ▶

EXPLORER LA TERRE

Afin d'aider les pays à se représenter la couverture terrestre au fil du temps, la FAO en partenariat avec l'Agence européenne de l'espace a développé des logiciels spécifiques pour la couverture terrestre, l'utilisation des terres et la surveillance de la végétation, qui sont dotés d'une résolution sans précédent et disponibles gratuitement.

Grâce aux avancées technologiques en matière de télédétection qui permettent une cartographie de la couverture terrestre quasi automatique et en haute résolution, ainsi qu'à l'accès en temps réel à de gros volumes de données par satellite (Google Earth), les pays sont désormais en mesure de cartographier leurs sols et de comparer les données d'aujourd'hui avec celles des années précédentes.

EXPLOITER LES TECHNOLOGIES

DÉTECTER LA SÉCHERESSE EN AFRIQUE ORIENTALE

La technologie mobile est désormais utilisée pour surveiller les signes avant-coureurs de sécheresse, rassembler des données sur la quantité d'eau utilisée pour l'irrigation, et établir un réseau de stations météorologiques de base dans des lieux isolés.

Le Bureau régional d'urgence de la FAO pour l'Afrique orientale, en partenariat avec Oxfam, se sert de Nokia Data Gathering (NDG) pour surveiller les points d'eau dans les zones pastorales du Kenya et d'Éthiopie.

► LES DRONES

Contrôler les catastrophes aux Philippines

Les drones – des véhicules aériens sans pilote – qui prennent des images rapides, efficaces et fiables dans des lieux autrefois inaccessibles, sont de plus en plus indispensables pour lutter contre les changements climatiques, et pour atténuer les effets des inondations et des typhons sur la sécurité alimentaire.

Aux Philippines, l'un des pays les plus exposés au monde aux risques de tempêtes tropicales et autres catastrophes, le gouvernement et la FAO utilisent depuis peu des drones en vue d'identifier les terres agricoles les plus exposées aux risques de catastrophes naturelles et d'en évaluer rapidement les dégâts par la suite.

Des cartes détaillées avec un certain nombre de données produites par des drones aident les pays à identifier les zones où les projets d'infrastructure agricole et les installations, telles que les systèmes d'irrigation et les aires de stockage, pourraient être mis en place afin de servir au mieux les agriculteurs locaux.

La technologie des drones est désormais utilisée dans le domaine de la santé animale, pour détecter les maladies de manière précoce, ce qui permet de limiter l'abattage

LES PHILIPPINES

Des représentants de la FAO assistent au lancement des drones qui accompagneront les efforts de réduction des catastrophes dans le secteur agricole.
©FAO/J.Directo



systematique des troupeaux. Les drones identifient le bétail situé près des bêtes malades, et surveillent les mouvements illégaux d'animaux provenant de fermes infectées.

LA TÉLÉPHONIE MOBILE

Contribuer à la santé animale

La FAO et ses partenaires tirent parti de l'utilisation de plus en plus répandue des téléphones



CONNAÎTRE LES PRIX DU MARCHÉ

Les dispositifs de gestion des données deviennent essentiels au fonctionnement efficace et transparent des marchés. Relayant non seulement les informations sur les prix de manière rapide et fiable, la technologie mobile aide à mieux connecter les éleveurs avec les marchés et les commerçants de bétail. Auparavant, les commerçants ne se rendaient pas dans des zones reculées pour acheter du bétail à moins d'avoir la garantie qu'ils seraient en mesure d'acheter une quantité minimale de marchandises. Aujourd'hui, les vendeurs de bétail peuvent non seulement relayer l'information sur le nombre d'animaux qu'ils possèdent, sur leur emplacement géographique et sur les prix, mais ils peuvent aussi se servir des innovations technologiques pour négocier les prix.

portables et les utilisent pour signaler d'éventuels foyers de maladies animales, assurer le suivi des campagnes de vaccination et administrer des soins vétérinaires, notamment le déparasitage des animaux. Les applications de téléphonie mobile permettent de lancer «une alerte précoce» en l'espace de quelques secondes, au lieu de plusieurs semaines, dans le cas d'épidémies chez les animaux.

Au Kenya, où trois personnes sur quatre possèdent un téléphone portable, la FAO a établi un partenariat avec le Royal Veterinary College et une ONG locale Vetaid, pour soutenir un essai pilote d'application mobile, EpiCollect, qui permet de suivre les campagnes de vaccinations et les soins prodigués aux animaux.

Grâce aux alertes transmises rapidement par les appareils numériques, les maladies animales peuvent être détectées et isolées en un temps record. L'alerte rapide peut éviter la mort de dizaines de milliers d'animaux, ce qui permet de sauvegarder les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des populations et de prévenir la propagation de maladies qui peuvent parfois être transmises à l'homme.

INDICATEURS DONT LA FAO EST GARANTE

INDICATEUR	GARANT et PARTENAIRES	CATÉGORIE	
2.1.1	Prévalence de la sous-alimentation	FAO	I
2.1.2	Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue	FAO	I
2.3.1	Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière	FAO, Banque mondiale	III
2.3.2	Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, selon le sexe et le statut d'autochtone	FAO, Banque mondiale	III
2.4.1	Proportion des zones agricoles exploitées de manière productive et durable	FAO, PNUE	III
2.5.1	Nombre de ressources génétiques animales et végétales destinées à l'alimentation et à l'agriculture sécurisées dans des installations de conservation à moyen ou à long terme	FAO, PNUE	II
2.5.2	Proportion des variétés et races locales considérées comme en danger, hors de danger ou exposées à un risque d'extinction de niveau non connu	FAO, PNUE	II
2.a.1	Indice d'orientation agricole des dépenses publiques	FAO, FMI	II
2.c.1	Indicateur des anomalies tarifaires pour les denrées alimentaires	FAO	III
5.a.1	(a) Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe; (b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par types de droit	FAO, ONU-Femmes, EDGE, Banque mondiale	III
5.a.2	Proportion de pays dotés d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres	FAO	III
6.4.1	Variation de l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau	FAO au nom de ONU-Eau	III
6.4.2	Niveau de stress hydrique: prélèvements d'eau douce en proportion des ressources en eau douce disponibles	FAO au nom de ONU-Eau	II
12.3.1	Indice mondial des pertes alimentaires	FAO, PNUE	III
14.4.1	Proportion de stocks de poissons se situant à un niveau biologiquement viable	FAO	I
14.6.1	Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre des instruments internationaux visant à combattre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée	FAO	III
14.7.1	Pourcentage du PIB représenté par la pêche durable dans les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et tous les pays	FAO (provisoire)	III
14.b.1	Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre d'un cadre juridique, réglementaire, politique ou institutionnel reconnaissant et protégeant les droits d'accès des petits pêcheurs	FAO	III
15.1.1	Proportion de la surface émergée totale couverte par des zones forestières	FAO, PNUE	I
15.2.1	Progrès vers la gestion durable des forêts	FAO	II
15.4.2	Indice du couvert végétal des montagnes	FAO, PNUE	II
Indicateurs relatifs aux ODD auxquels la FAO contribue			
1.4.2	Proportion de la population adulte totale qui dispose de la sécurité des droits fonciers et de documents légalement authentifiés et qui considère que ses droits sur la terre sont sûrs, par sexe et par type d'occupation	ONU-Habitat, Banque mondiale FAO, EDGE, ONU-Femmes, Landesa	III
1.5.2	Pertes économiques directement attribuables à des catastrophes par rapport au produit intérieur brut mondial (PIB)	ONU/SIPC, FAO, PNUE	II
2.a.2	Total des apports publics (aide publique au développement plus autres apports publics) alloués au secteur agricole	OCDE FAO, OMC	I
14.c.1	Nombre de pays progressant dans la ratification, l'acceptation et l'application au moyen de cadres juridiques, opérationnels et institutionnels des instruments relatifs aux océans qui mettent en œuvre le droit international, tel que reflété dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, aux fins de la conservation et de l'utilisation durable des océans et de leurs ressources	UN-DOALOS (en anglais), FAO, OIT, OMI, PNUE, AIFM	III
15.3.1	Proportion de la surface émergée totale occupée par des terres dégradées	CLD, FAO, PNUE	III
15.6.1	Nombre de pays ayant adopté des cadres législatifs, administratifs et opérationnels destinés à assurer un partage juste et équitable des avantages	CDB, FAO, PNUE	III

Le contenu de ce tableau peut faire l'objet de modifications étant donné que les indicateurs sont convenus et modifiés par les pays.

DONNER VIE AUX CHIFFRES

**DOUZE DOMAINES DE
TRAVAIL DANS LESQUELS LA
FAO CONCENTRE SON ACTION
SUR LE CONTRÔLE DES ODD**

Tout en renforçant
ses capacités
statistiques sur la
faim, la malnutrition
et l'agriculture, la
FAO élabore une série
d'indicateurs rattachés
à plusieurs ODD
sur l'utilisation des
ressources naturelles

VERS LA FAIM ZÉRO

INDICATEURS RELATIFS AUX ODD
2.1.1 ET 2.1.2

MESURANT
**LA FAIM ET L'INSÉCURITÉ
ALIMENTAIRE**

Impact

Les indicateurs sont abordables et faciles à utiliser. Les données sont rapidement disponibles et ventilées par individus et régions. Elles facilitent la prise de décisions éclairée afin de garantir qu'aucune personne ni aucun territoire n'est laissé pour compte.

Fait

Environ 800 millions de personnes souffrent de la faim; et la malnutrition touche presque une personne sur trois dans le monde.

L'un des principaux objectifs du Programme 2030 est d'éliminer définitivement la faim dans le monde. Pour relever cet immense défi, il est nécessaire de mobiliser l'énergie et l'engagement de tous les pays, de tous les acteurs du développement et de toutes les populations.

Le chemin vers la réalisation de l'objectif Faim zéro s'éclaircit peu à peu grâce à l'introduction d'un nouvel indicateur – l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue – qui vient compléter la prévalence de la sous-alimentation.

Efficace, rentable et facile à utiliser, l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue peut être intégrée à des enquêtes menées au niveau des ménages afin d'évaluer l'expérience personnelle de l'insécurité alimentaire, grâce à des données ventilées par sexe, zone de résidence (rurale ou urbaine) et des comparaisons entre les pays. Cette échelle permet d'obtenir des estimations fiables sur la population confrontée à l'insécurité alimentaire, même dans les pays où la proportion de la population est très faiblement touchée.

La prévalence de la sous-alimentation peut également être calculée au niveau infranational, grâce à l'importance accordée par les ODD à la ventilation des données et à l'amélioration des méthodes pour analyser les données

sur la consommation alimentaire des ménages. Elle offre aux pays la possibilité de suivre les progrès réalisés dans la lutte contre la sous-alimentation de façon cohérente avec le passé. La diffusion rapide de nouvelles informations permettra aux gouvernements d'adapter leurs politiques et d'élaborer de nouvelles stratégies. Ces indicateurs seront essentiels pour libérer les 800 millions de personnes qui souffrent aujourd'hui de la faim dans le monde et atteindre l'objectif Faim zéro.

DES ODD INTERDÉPENDANTS

L'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue et la prévalence de la sous-alimentation peuvent fournir des données utiles pour traiter un grand nombre d'objectifs de développement durable: 1, 8 et 10 (accès à la nourriture); 12, 13 et 14 (disponibilités alimentaires); 3, 4 et 6 (utilisation des aliments); et 9, 11, 13, 16 et 17 (stabilité alimentaire).

LA FAO SOUTIEN LES PAYS POUR CONTRÔLER LES CIBLES DES ODD

Indicateur 2.1.1. *Prévalence de la sous-alimentation (Catégorie I)*

➔ La FAO dispense des ateliers de formation nationaux et régionaux sur la production de statistiques pour estimer la prévalence de la sous-alimentation et les données de base pertinentes. Elle offre

également une formation sur l'utilisation d'un outil informatique capable d'aider les pays à mesurer les indicateurs recommandés sur la sécurité alimentaire.

Indicateur 2.1.2. *Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (Catégorie I)*

➔ La FAO offre son assistance technique aux pays en leur soumettant un module d'enquêtes nationales sur les ménages, qui compte 8 à 10 questions sur l'accès économique des ménages à la nourriture.

ZAMBIE

Des enfants en classe. Le programme social d'aides en espèces a aidé les ménages bénéficiaires à acheter de la nourriture et de nouveaux uniformes pour les élèves.
©FAO/Grifi



LE SAVIEZ-VOUS?

L'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue est un système de mesure qui permet de déterminer le degré de gravité de l'insécurité alimentaire à partir des réponses que donnent les personnes interrogées sur l'accès à une alimentation adéquate. La prévalence de la sous-alimentation rend compte du déficit énergétique alimentaire de la population.

ACTIONS NATIONALES

Afrique

ODD **1** **2**

Investir en faveur des personnes pour éradiquer la pauvreté et la faim

Le travail de la FAO dans le domaine de la protection sociale, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), les organismes de recherche nationaux et les gouvernements de sept pays d'Afrique subsaharienne, montre l'impact au niveau national des programmes d'aides en espèces pour aider à éliminer la pauvreté et la faim. Au mois de mars 2014, le programme de subventions pour enfants du Lesotho a bénéficié à 19 800 ménages et apporté son soutien à environ

65 000 enfants dans 10 districts. Les initiatives en matière de protection sociale s'étendent désormais au Lesotho, à la Zambie, au Kenya, au Ghana ainsi qu'à d'autres pays africains. Grâce à des évaluations d'impact rigoureuses, les responsables politiques considèrent de plus en plus la protection sociale comme un investissement plutôt qu'un coût – une mesure efficace pour combattre la faim et réduire la pauvreté et renforcer le développement rural. Les aides en espèces au profit des familles pauvres et vulnérables leur permettent de constituer des actifs et de développer des activités économiques productives.

Politique connexe: Protection sociale pour la sécurité alimentaire (CSA) (www.fao.org/3/a-me422f.pdf)

CROISSANCE ÉQUITABLE

INDICATEURS RELATIFS AUX ODD
2.3.1 ET 2.3.2

MESURANT
LES REVENUS ET LA PRODUCTIVITÉ DES PETITS PRODUCTEURS ALIMENTAIRES

Les petits producteurs alimentaires sont au cœur du développement durable. Bien qu'ils ne possèdent qu'un accès limité aux technologies de production de pointe, aux marchés, aux crédits, aux infrastructures et aux services de base, ils sont responsables d'une part importante de la production et du commerce agricoles.

Nous disposons toutefois de peu d'informations sur l'identité de ces petits exploitants, sur leurs revenus et la nature de leur production.

Les indicateurs 2.3.1 et 2.3.2 sur la productivité et les revenus ont été conçus pour combler ces lacunes, mettre en lumière des aspects clés sur les moyens d'existence et les rôles des petits exploitants et des différents groupes ruraux, en particulier les femmes.

Des données comparables dans le temps et l'espace peuvent aider les pouvoirs publics à concevoir des politiques spécifiques et à évaluer leurs impacts. Ces informations sont essentielles pour que les gouvernements puissent allouer leurs ressources tout en stimulant l'économie nationale et en libérant leur population de la faim et la pauvreté.

DES ODD INTERDÉPENDANTS

Mettre l'accent sur les petites exploitations ou les exploitations

familiales peut permettre un certain nombre d'améliorations sociales, notamment une réduction de la pauvreté et de la faim (ODD 1), des améliorations en matière de santé (ODD 3), un accès à une éducation de qualité (ODD 4), l'autonomisation des femmes (ODD 5), l'accès à de l'eau propre (ODD 6), une énergie abordable (ODD 7), des conditions de travail décentes (ODD 8), un développement industriel associé à la stabilité des moyens d'existence (ODD 9).

LA FAO SOUTIEN LES PAYS POUR CONTRÔLER LES CIBLES DES ODD

Indicateur 2.3.1. *Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière (Catégorie III)*

Indicateur 2.3.2 *Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, selon le sexe et le statut d'autochtone (Catégorie III)*

➔ La FAO promeut, en partenariat avec les parties prenantes, des activités visant à parvenir à un accord avec les pays membres sur des critères internationalement harmonisés pour identifier les différents types d'exploitations agricoles, pastorales et forestières, et pour mesurer la productivité et les revenus des producteurs alimentaires.

➔ Elle conçoit des matériels pédagogiques, et notamment des lignes directrices sur la façon de conduire des enquêtes agricoles

Impact

Ces indicateurs permettent une ventilation détaillée de l'identité des exploitants, leurs revenus et la nature de leur production. Ils sont essentiels pour accompagner les efforts des gouvernements dans la conduite de l'économie nationale, l'élimination de la faim et de la pauvreté et la réduction des inégalités.

Fait

Sur les 570 millions d'exploitations agricoles à travers le monde, 90 pour cent sont des exploitations familiales et environ 72 pour cent sont des petites exploitations. Si les exploitations agricoles familiales produisent l'essentiel des denrées alimentaires, elles concentrent également la majorité des pauvres et des affamés.

intégrées, qui seront utilisées dans des exercices de renforcement des capacités aux niveaux régional et sous-régional.



TCHAD

Des femmes vendent des mangues le long de la route.
©FAO/S. Kambou

LE SAVIEZ-VOUS?

La FAO est à l'origine d'une nouvelle méthodologie pour mettre en place des systèmes intégrés d'enquêtes agricoles aux niveaux national et infranational. Le projet de Système intégré de recensements et d'enquêtes agricoles (AGRIS) promet la généralisation de l'utilisation des techniques d'entrevues personnelles assistées par ordinateur pour améliorer la cohérence et la qualité des données collectées.

ACTIONS NATIONALES

Nigéria

ODD **1** **2** **5** **8** **10**

«Agropreneurs» – la jeunesse et l'agriculture comme moteurs de la croissance économique

Lancé en septembre 2014, le Programme nigérien pour l'emploi des jeunes dans le secteur agricole vise à soutenir la création d'emplois décents et le développement d'entreprises innovantes en faveur des jeunes, au sein de chaînes de valeurs prioritaires et dans des domaines économiques ciblés. La FAO et le Ministère de l'agriculture et du développement rural nigérien mettent en œuvre ce programme national phare, qui prévoit la création de 750 000 emplois en faveur des jeunes

dans le secteur agricole sur une période de cinq ans. Le programme a déjà distribué des kits de démarrage à 6 618 jeunes «agropreneurs» du pays (dont 3 893 femmes et 2 725 hommes), et permis la formation des jeunes dans différentes chaînes de valeurs – riz, aquaculture, volailles, maïs, tomates, blé, sorgho, apiculture, graines de soja et manioc. La FAO continue de travailler main dans la main avec le Gouvernement nigérien pour renforcer son rôle en matière de coordination et de mise en œuvre de composantes spécifiques du programme, en se concentrant sur la création d'un environnement institutionnel favorable.

Politique connexe:

Emplois ruraux décents
(www.fao.org/3/a-at883f.pdf)

ALIMENTATION ET NUTRITION

INDICATEUR RELATIF AUX ODD
2.4.1

MESURANT
LA DURABILITÉ DE LA PRODUCTION AGRICOLE

La cible des ODD relative à la promotion de l'agriculture durable appelle – de façon encore plus pressante que les autres cibles – à l'union des personnes et de la planète. Les ressources en eau et en terres s'amenuisent de plus en plus sur la surface du globe, l'érosion de la base des ressources naturelles s'accroît et les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes. On compte plus de bouches à nourrir que jamais auparavant alors que les terres agricoles sont de moins en moins nombreuses. Les techniques d'agriculture intensive de très court terme ont endommagé les écosystèmes et contribué à la dégradation d'un tiers des sols de la planète.

La mesure de la durabilité de la production agricole apportera aux gouvernements des données empiriques pour les aider à déterminer quels types de production sont durables sur le plan environnemental, social et économique, où et comment intensifier la production et comment produire de meilleurs rendements avec moins d'intrants.

La Vision commune de la FAO pour une alimentation et une agriculture durables embrasse les trois dimensions de la durabilité, en promouvant les modèles qui

améliorent à la fois la productivité et la durabilité, renforcent la résilience aux changements climatiques, protègent les moyens d'existence ruraux et réduisent les émissions de gaz à effet de serre.

Cette Vision réunit différentes approches en faveur des cultures, du bétail, des forêts et des pêches durables qui possèdent plusieurs éléments en commun: le partage des connaissances et le renforcement des capacités, l'autonomisation, la bonne gouvernance et la cohérence dans tous les secteurs agricoles.

DES ODD INTERDÉPENDANTS

L'agriculture durable contribue à plusieurs autres ODD, notamment ceux liés aux revenus des petits exploitants (2.3.1), à la biodiversité agricole (2.5.1), à l'utilisation propre et efficace de l'eau (ODD 6), à la consommation et à la production durables (ODD 12), aux changements climatiques (ODD 13), et à la restauration et l'utilisation durable de la terre (ODD 15).

LA FAO SOUTIEN LES PAYS POUR CONTRÔLER LES CIBLES DES ODD

Indicateur 2.4.1. *Proportion des zones agricoles exploitées de manière productive et durable (Catégorie III)*
➔ La FAO organise une réunion d'experts rassemblant des acteurs



Impact

Cet indicateur réunit des données empiriques sur les techniques agricoles qui sont sensibles aux changements climatiques tout en étant durables sur le plan environnemental, social et économique. Il fournit des informations sur la façon d'intensifier la production pour créer de meilleurs rendements avec moins d'intrants.

Fait

Tandis que les ressources naturelles s'appauvrissent, la production alimentaire devrait augmenter de 50 pour cent pour pouvoir nourrir une population mondiale qui devrait atteindre environ 10 milliards en 2050.

clés pour convenir d'un accord sur la méthodologie.

➔ Elle dispense des ateliers de formation destinés aux responsables des gouvernements, et conçoit des matériels pédagogiques sur la façon de mettre en œuvre des enquêtes agricoles intégrées, et de mesurer la durabilité des pratiques agricoles grâce aux données collectées.



LE SAVIEZ-VOUS?

On estime que 75 pour cent de la diversité génétique des cultures a été perdue au cours du siècle passé; 17 pour cent des races de bétail mondiales sont classées comme étant à risque d'extinction.

ACTIONS NATIONALES

Monde entier

ODD **1** **2** **5** **8** **13** **15** **17**

Produire plus avec moins

La production durable de cultures et de bétail peut réduire le besoin de terres agricoles supplémentaires et le taux de déforestation tout en augmentant la productivité. La FAO encourage plusieurs systèmes productifs intégrés - y compris les cultures mélangées, des systèmes d'agriculture de conservation et d'agroforesterie – qui visent à produire plus de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux sur la même superficie de terre avec moins d'intrants. Ces techniques aident à renforcer la résilience aux changements climatiques, contribuent

à l'atténuation de leurs effets grâce à l'augmentation de la séquestration du carbone et au développement de services environnementaux tels que l'amélioration de la fertilité des sols et la réduction de la dégradation des terres. Ces pratiques sont encouragées par l'intermédiaire de programmes de vulgarisation au Burundi, au Mali, au Cambodge, en Colombie, au Kenya et en Tanzanie. Rien qu'au Mali, environ 400 écoles d'agriculture de terrain ont été créées, ce qui profite à environ 10 000 producteurs agricoles/bergers, dont 30 pour cent au moins sont des femmes.

Politique connexe: Construire une vision commune pour une alimentation et une agriculture durables (www.fao.org/3/a-i3941f.pdf)

LE SEL DE LA VIE

INDICATEURS RELATIFS AUX ODD
2.5.1 ET 2.5.2

MESURANT
LA BIODIVERSITÉ VÉGÉTALE ET ANIMALE

En soutenant les moyens d'existence de l'ensemble des individus qui peuplent la planète, les ressources génétiques constituent le pilier de la sécurité alimentaire. La conservation et l'utilisation d'une grande variété de diversité végétale et animale permet de s'adapter et de résister aux changements climatiques et aux maladies émergentes, aux pressions sur les stocks de denrées alimentaires et les réserves en eau, et à l'évolution des demandes du marché.

Les ressources naturelles de la planète sont aujourd'hui menacées et leur variété est mal répertoriée. Entre 2005 et 2016, les races d'animaux d'élevages qui figurent dans la catégorie des races à risque sont passées de 15 à 17 pour cent; 58 pour cent sont répertoriées parmi les races dont l'état de danger est inconnu; et les trois quarts de la diversité génétique des cultures ont été perdus depuis 1900.

Contrôler la biodiversité des plantes et des animaux permettra aux décideurs politiques d'identifier les variétés de plantes et les races d'animaux à risque, et soutiendra le développement et la révision des stratégies pour la conservation et l'utilisation durable, ainsi que le développement de ces ressources génétiques. L'inventaire des banques de gènes et le recensement des races permettent de mesurer la diversité végétale et animale actuelle et son niveau de conservation.

DES ODD INTERDÉPENDANTS

La diversité génétique est importante pour la productivité agricole, étant donné qu'elle améliore l'adaptation végétale et animale aux divers systèmes de production, aux changements climatiques et aux nouvelles maladies et organismes nuisibles. Elle est liée à la réalisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la réduction de la pauvreté par l'augmentation des revenus et de la productivité des petits exploitants et agriculteurs, et à la réduction des effets négatifs de l'agriculture et de l'élevage sur l'environnement – ODD 1, 2, 13, 14 et 15.

LA FAO SOUTIENT LES PAYS POUR CONTRÔLER LES CIBLES DES ODD

Indicateur 2.5.1. *Nombre de ressources génétiques animales et végétales destinées à l'alimentation et à l'agriculture sécurisées dans des installations de conservation à moyen ou à long terme (Catégorie II)*

Indicateur 2.5.2 *Proportion des variétés et races locales considérées comme en danger, hors de danger ou exposées à un risque d'extinction de niveau non connu (Catégorie II)*

➔ La révision du Système d'information sur la diversité des animaux domestiques (DAD-IS) permettra aux pays de signaler les

Impact

Ces indicateurs fournissent des informations qui permettront de préserver des variétés végétales et animales précieuses et garantiront que les pays bénéficient sur le long terme de régimes alimentaires nutritifs et variés.

Fait

Trois espèces cultivées seulement (le blé, le riz et le maïs) fournissent presque la moitié des calories quotidiennes moyennes consommées par la population mondiale; et cinq espèces animales (bovidés, moutons, chèvres, porcs, poulets) apportent presque un tiers des protéines quotidiennes moyennes consommées.

➔ races animales et les ressources génétiques conservées dans des banques.

➔ Une série d'ateliers de formation et de webinaires sera mise en place pour former les responsables nationaux à l'utilisation d'outils pour rendre compte des ressources génétiques végétales et animales conservées.

LE SAVIEZ-VOUS?

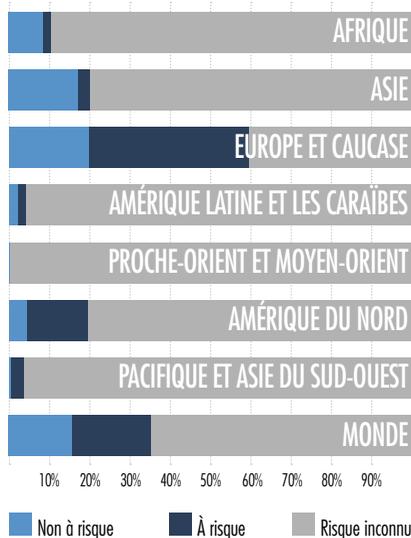
Le Système d'information sur la diversité des animaux domestiques de la FAO (DAD-IS) donne accès à une base de données qui rassemble actuellement environ 15 000 populations nationales de différentes races, ce qui correspond à environ 7 000 races de bétail locales et à 1 000 races de bétail transfrontalières dans le monde entier, et fait état de la menace qui pèse sur elles.



KYRGHIZISTAN

Un père et son fils inspecte des plantations de quinoa. Le travail de la FAO dans le pays permet d'améliorer la productivité du bétail.
©FAO/V. Oseledko

Pourcentage de races locales, classées dans la catégorie des races à risque, non menacées ou dont l'état de danger est inconnu



ACTIONS NATIONALES

Asie centrale

ODD **2** **13** **15**

Préserver les déserts semi-arides

Kyzylkoum et Karakoum sont les noms donnés aux déserts semi-arides que l'on trouve au Kazakhstan, au Turkménistan et en Ouzbékistan.

Dotés d'une biodiversité riche d'espèces endémiques et fournissant des services environnementaux importants aux personnes locales, ces déserts sont aujourd'hui menacés par la dégradation causée par la collecte excessive de bois de chauffe et des pratiques de pâturage inappropriées.

Avec l'aide de la Fondation allemande Michael Succow, la

FAO a mis en place l'Initiative du désert d'Asie centrale (CADI) pour aider les pays affectés, en établissant des programmes de gestion durable des terres pour les paysages désertiques avec la participation d'acteurs multiples. L'objectif global de cette initiative est de conserver la biodiversité et les fonctions de l'écosystème des déserts froids semi-arides.

Politique connexe: Directives d'application volontaire pour la prise en compte systématique de la biodiversité dans les politiques, programmes et plans d'action nationaux et régionaux relatifs à la nutrition (Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture)

(www.fao.org/3/a-i5248f.pdf)

RÉCOLTEZ CE QUE VOUS SEMEZ

INDICATEUR RELATIF AUX ODD
2.a.1

MESURANT
**L'INVESTISSEMENT EN
FAVEUR DE L'AGRICULTURE**

De récentes études suggèrent que la meilleure façon de combattre la faim et la pauvreté dans le monde est d'investir dans le secteur agricole. Accroître le rôle des pouvoirs publics dans l'agriculture peut permettre de contrecarrer les défaillances des marchés, d'investir dans des infrastructures agricoles, d'améliorer le capital humain dans l'agriculture et de créer des conditions favorables pour accéder aux capitaux privés.

Entre 2001 et 2013, les dépenses publiques consacrées au secteur agricole dans le monde ne représentaient qu'une faible part (moins de deux pour cent) qui n'a fait que décliner tout au long de la période. Ce chiffre suggère un sous-investissement public dans l'agriculture, notamment compte tenu des défaillances des marchés dans ce secteur.

Afin d'y remédier, plusieurs initiatives régionales ont été adoptées, telles que la Déclaration de Maputo (2003), dont les pays signataires s'engagent à attribuer une part des dépenses publiques à l'agriculture et au développement rural. Les investissements publics augmentent également la capacité d'investissement des petits exploitants et l'accès au financement pour les

microentreprises et les petites et moyennes entreprises.

L'indice d'orientation agricole calcule la part des dépenses publiques qui est consacrée à l'agriculture, aux forêts, à la pêche et à la chasse et montre que le secteur agricole fait encore l'objet d'un sous-financement public par rapport à sa contribution au produit intérieur brut.

DES ODD INTERDÉPENDANTS

Tous les indicateurs relatifs à l'ODD 2, ainsi que les ODD 1, 8, 10 et 13 pourraient bénéficier de l'utilisation et du développement de cet indicateur.

LA FAO SOUTIENT LES PAYS POUR CONTRÔLER LES CIBLES DES ODD

Indicateur 2.a.1. Indice d'orientation agricole des dépenses publiques (Catégorie II)

➔ La FAO soutient l'élaboration d'un questionnaire mondial sur les dépenses publiques consacrées à l'agriculture, en collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI). Elle offre une formation – en ligne, en présentiel ou sous la forme d'ateliers – pour aider les pays à établir des rapports sur les dépenses publiques consacrées à l'agriculture.

Impact

Les données sur les dépenses publiques permettent d'améliorer la sécurité alimentaire, réduire les inégalités, faciliter une croissance économique inclusive et créer des emplois décents.

Fait

La croissance du produit intérieur brut (PIB) en agriculture est au moins deux fois plus efficace, pour réduire la pauvreté, que la croissance émanant d'autres secteurs.

LE SAVIEZ-VOUS?

Les agriculteurs eux-mêmes sont la principale source d'investissements dans le secteur agricole dans les pays en développement, bien avant les gouvernements, les donateurs et les entreprises privées réunis.



NÉPAL

Récolte de thé.
©FAO

ACTIONS NATIONALES

Népal

ODD 1 2 5 8 9 10 17

Réaliser la sécurité alimentaire et nutritionnelle grâce à l'augmentation de la productivité et de la compétitivité

Première contributrice de la croissance économique du Népal (environ 34 pour cent du PIB), l'agriculture est identifiée comme un secteur prioritaire pour améliorer les moyens d'existence, créer de la croissance et réaliser la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Des actions sont prises sur différents fronts pour

transformer l'agriculture - activité essentiellement de subsistance - en un secteur commercial compétitif, en stimulant la productivité et la concurrence par l'intermédiaire d'investissements durables et rentables.

La FAO apporte une assistance technique à l'un des plus grands projets mis en œuvre dans le cadre du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. Ciblent les communautés de 19 districts touchés par l'insécurité alimentaire, le projet a pour objectif d'augmenter la productivité des récoltes et du bétail et d'améliorer l'état

nutritionnel de la population. Les activités incluent la promotion d'une alimentation variée, l'amélioration de la nutrition et des soins pour les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que les jeunes enfants. La FAO collabore également avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial (PAM) et ONU-Femmes dans la mise en œuvre d'un programme conjoint visant à accélérer l'autonomisation économique des femmes rurales.

Politique connexe: Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture (<http://www.fao.org/3/a-au866f.pdf>)

LA STABILITÉ ET LA SÉCURITÉ

INDICATEUR RELATIF AUX ODD
2.c.1

MESURANT
**LA VOLATILITÉ DES PRIX
ALIMENTAIRES**

La relation entre l'alimentation et la sécurité nationale a été mise en avant lors de la crise des prix alimentaires de 2007-2008. Dans un monde globalisé, il est d'autant plus important de surveiller le prix des denrées alimentaires et notamment les hausses de prix. Dans de nombreux pays, les prix du marché sont parfois la seule source d'information disponible permettant d'évaluer la gravité d'un choc local sur l'accès à la nourriture et la disponibilité alimentaire. Les prix peuvent être utilisés comme un indicateur d'alerte rapide.

S'inscrivant dans le cadre du Système mondial d'information et d'alerte rapide pour l'alimentation et l'agriculture de la FAO (SMIAR) et des activités de l'Outil de suivi et d'analyse des prix des denrées alimentaires (FPMA) au niveau national, l'indicateur des anomalies tarifaires pour les denrées alimentaires offre aux gouvernements des informations régulières sur les prix d'un panier de denrées. Les résultats sont diffusés et analysés par le biais du site web du FPMA et communiqués chaque mois, afin d'émettre des alertes rapides en cas de difficultés d'accès économique à des denrées alimentaires essentielles suite à une flambée des prix. Ils permettent de prendre des

mesures adéquates pour diminuer le choc lorsque les marchés de consommation fluctuent.

DES ODD INTERDÉPENDANTS

Tous les ODD qui visent à augmenter la disponibilité et l'accès à des produits alimentaires de base peuvent avoir des bénéfices indirects. Une réduction du gaspillage alimentaire (ODD 12), par exemple, pourrait permettre une baisse des prix et de la volatilité.

LA FAO SOUTIEN LES PAYS POUR CONTRÔLER LES CIBLES DES ODD

Indicateur 2.c.1. *Indicateur des anomalies tarifaires pour les denrées alimentaires (Catégorie III)*

► La FAO calcule l'indicateur de volatilité des prix alimentaires en utilisant les données nationales, mais les données nationales d'un seul pays ne suffisent pas à calculer cet indicateur.

► Dans le domaine de la formation, la FAO a mis au point un module dans le cadre de l'outil FPMA, qui permettra aux pays de calculer l'indicateur de façon automatique. Par ailleurs, la mise en œuvre de l'outil FPMA à l'échelle du pays permettra d'établir un rapport sur l'indicateur.

Impact

Les informations fournies de façon régulière par cet indicateur sur un panier de denrées alimentaires de base permettent de prendre des mesures adéquates afin de compenser les hausses des prix.

Fait

La recrudescence des prix des denrées alimentaires dans le monde en 2007-2008 a entraîné une crise mondiale à l'origine d'une instabilité politique et des émeutes sociales dans plusieurs pays développés et en développement.

LE SAVIEZ-VOUS?

L'indicateur des anomalies tarifaires pour les denrées alimentaires peut aider les pays à évaluer la réussite des réponses politiques destinées à contrer ou réduire la volatilité des prix du marché.



MAROC

Une famille de pêcheurs vend des légumes produits localement. Le travail de la FAO permet de soutenir la gestion de la pêche en Méditerranée centrale et occidentale.
©FAO/A. Senna

ACTIONS NATIONALES

Monde entier

ODD **1** **5** **8** **10** **15**

Information sur les marchés agricoles

Identifier les tendances actuelles et futures sur les marchés alimentaires mondiaux est essentiel pour prévenir de potentielles crises. La FAO, qui héberge le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), joue un rôle de premier plan dans l'amélioration des informations sur les marchés agricoles, qui sont essentielles pour éviter les crises liées aux prix des denrées

alimentaires et à leur volatilité excessive.

Impulsé par le G20 en 2011, l'AMIS réunit 10 organisations internationales et entités, et suit de près les principales évolutions des marchés, tels que les prix énergétiques, les taux de change et la participation des opérateurs pour améliorer la transparence des marchés alimentaires mondiaux.

L'accès aux données les plus récentes et aux prévisions les plus fiables sur la production agricole, le commerce et l'utilisation est essentiel pour permettre aux gouvernements et aux autres

parties prenantes de prendre des décisions éclairées et opportunes, et pour faciliter la coordination des politiques, en période d'incertitude des marchés. L'AMIS est chargé de renforcer les capacités, par l'intermédiaire de projets spécifiques, et d'aider les pays à mettre en œuvre des méthodologies visant à renforcer les capacités de collecte d'informations, et améliorer la qualité des données, en promouvant le dialogue stratégique et le partage des connaissances entre les pays participants.

Politique connexe: La volatilité des prix et la sécurité alimentaire (www.fao.org/3/a-mb737f.pdf)

LES AGENTS DE CHANGEMENT

INDICATEURS RELATIFS AUX ODD
5.a.1 ET 5.a.2

MESURANT
L'ACCÈS DES FEMMES À LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Les femmes représentent la moitié environ de la main d'œuvre agricole totale dans les pays en développement. Pourtant, elles ne sont propriétaires que d'une part infime des terres et des autres actifs agricoles par rapport aux hommes. Selon les informations existantes, les droits des femmes à la terre sont limités dans de nombreuses régions en développement, et le code civil limite souvent l'accès à la terre, à la propriété et au contrôle des terres par des femmes. Les terres agricoles sont souvent les biens les plus précieux dans les zones rurales. La sécurisation foncière, qui est essentielle à la sécurité alimentaire et des revenus, permet d'investir et de produire d'avantage dans le secteur agricole, d'obtenir des revenus plus élevés et d'améliorer le bien-être économique.

Les personnes dont les droits à la terre ne sont pas protégés ont tendance à être exclues de l'accès aux services ruraux essentiels et d'une série d'avantages tels que les garanties pour obtenir des prêts bancaires qui leur permettraient d'améliorer leur participation à la vie économique et aux prises de décisions.

Les indicateurs contrôlant les inégalités de droits fonciers, dont les données ont été ventilées, permettront aux pouvoirs

publics de concevoir et d'adopter des réformes juridiques en faveur des femmes, destinées à améliorer le développement économique des femmes et leur autonomisation sociale.

DES ODD INTERDÉPENDANTS

Le renforcement des cadres juridiques pour améliorer l'accès des femmes aux droits à la terre permettra aux femmes productrices d'accéder à d'autres actifs et ressources, tels que le crédit, les marchés, les services de vulgarisation et les organisations de producteurs. Les indicateurs relatifs à l'accès à la terre peuvent également permettre de mesurer les progrès accomplis dans le cadre d'un certain nombre d'objectifs de développement durable, notamment les ODD 1, 2, 5, 8 et 10.

LA FAO SOUTIEN LES PAYS POUR CONTRÔLER LES CIBLES DES ODD

Indicateur 5.a.1. a) Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe; b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par types de droits (Catégorie III)

Indicateur 5.a.2. Proportion de pays dotés d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant

Impact

Les indicateurs mesurent l'ampleur des handicaps rencontrés par les femmes dans les domaines de la propriété et des droits à la terre, ainsi que l'égalité des droits en matière de propriété foncière. Ils permettent de concevoir des mesures politiques destinées à garantir l'égalité des chances et l'accès aux droits et aux ressources.

Fait

Le nombre de personnes souffrant de la pauvreté et de la faim dans le monde pourrait baisser de manière significative si les femmes avaient le même accès que les hommes aux ressources productives et aux opportunités.

aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres (Catégorie III)

➔ Les questionnaires et recommandations mis en œuvre par la FAO peuvent aider les pays. L'Organisation offre également des activités de développement des capacités qui incluent des cours d'apprentissage en ligne sur la manière de collecter et d'analyser les informations, ainsi que des formations sous forme d'ateliers régionaux et des missions d'assistance technique.

BANGLADESH

Une femme ayant reçu du bétail dans la zone frappée par le cyclone Sidr en 2007. Le programme a été mis en place pour soutenir les moyens d'existence dans les régions affectées par le cyclone et remplacer les biens perdus ou endommagés.

©FAO/M. Zaman



LE SAVIEZ-VOUS?

La base de données «Genre et le Droit à la Terre» de la FAO fournit des informations sur les disparités entre les hommes et les femmes dans les régimes fonciers et l'accès à la terre. Elle englobe plus de 84 profils de pays, ainsi que des statistiques qui sont ventilées par sexe provenant de recensements agricoles et d'enquêtes auprès des ménages.

ACTIONS NATIONALES

Monde entier

ODD **1** **2** **5** **16**

L'autonomisation économique des femmes rurales en faveur de la sécurité alimentaire

La FAO, collabore avec le FIDA, ONU-Femmes et le PAM, dans le cadre du programme intitulé «Accélérer les progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales» qui vient en aide à 75 000 femmes rurales et plus de 400 000 ménages dans différents pays du monde. Mis en œuvre en Éthiopie, au Guatemala, au Kirghizistan, au Libéria, au Népal, au Niger et au Rwanda, le programme a permis aux femmes d'augmenter leurs revenus et de renforcer leur participation dans la prise de décisions au sein

de la collectivité. Au Guatemala, les groupes de femmes rurales ont pu augmenter leur production agricole mais aussi vendre leurs excédents et étendre leurs activités. Grâce aux bénéfiques récoltés par la vente de maïs cuit, de boissons à base de maïs, de «tamales» et de haricots à base de maïs, etc., les groupes de femmes ont également pu initier un projet de plantations de tomates. Au Niger, le programme a permis aux femmes du village de Banizoumbou d'obtenir, pour la première fois, un accès légal et sûr aux terres pour cultiver un grand jardin potager. Elles sont désormais capables de fournir nourriture et moyens de subsistance à toute la communauté.

Politique connexe: La politique de la FAO sur l'égalité des sexes (www.fao.org/3/a-i3205f.pdf)

CHAQUE GOUTTE D'EAU EST PRÉCIEUSE

INDICATEURS RELATIFS AUX ODD

6.4.1 ET 6.4.2

MESURANT

L'EFFICACITÉ DE L'UTILISATION DES RESSOURCES EN EAU ET LE STRESS HYDRIQUE

Augmenter la production alimentaire en utilisant moins d'eau est l'un des plus grands défis auxquels nous devons faire face. Le secteur agricole et l'élevage représentent d'ores et déjà 70 pour cent des prélèvements d'eau douce dans le monde, et jusqu'à 95 pour cent dans certains pays en développement. Compte tenu du fait que la demande de produits alimentaires devrait augmenter sous la pression de la croissance démographique et du développement économique, les prélèvements d'eau pour l'irrigation et l'élevage vont s'intensifier.

La concurrence entre les principaux secteurs utilisateurs d'eau, tels que l'agriculture, l'industrie et les municipalités, peut entraîner des conflits et une utilisation non optimale des ressources. L'indicateur sur l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau fournit des informations sur l'efficacité de l'utilisation économique et sociale des réserves d'eau, tandis que l'indicateur sur le niveau de stress hydrique mesure la pression exercée sur les ressources disponibles. Les données produites par ces indicateurs permettront aux décideurs politiques de

garantir que les ressources en eau seront disponibles pour les générations futures et protégeront les écosystèmes.

DES ODD INTERDÉPENDANTS

Comme plusieurs autres cibles relatives à l'ODD 6, notamment les cibles 6.3, 6.5 et 6.6, des liens importants existent avec les cibles sur la terre relatives aux ODD 2 et 15, sachant que les systèmes agricoles et les ressources terrestres ont trait à la fois aux impacts économiques et environnementaux de l'utilisation de l'eau. Les indicateurs de la cible 6.4 sont également liés à l'ODD 8 sur la croissance durable, l'ODD 12 sur la production et l'ODD 13 sur les changements climatiques.

LA FAO SOUTIENT LES PAYS POUR CONTRÔLER LES CIBLES DES ODD

Indicateur 6.4.1: *Variation de l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau (Catégorie III)*

Indicateur 6.4.2: *Niveau de stress hydrique: prélèvements d'eau douce en proportion des ressources en eau douce disponibles (Catégorie II)*

➔ Les indicateurs mettent l'accent sur l'amélioration des données quantitatives et qualitatives du

Impact

Les indicateurs offrent des connaissances approfondies sur l'efficacité et la durabilité de l'utilisation des ressources en eau. Ils sont essentiels pour garantir l'utilisation durable des ressources et des écosystèmes pour les générations à venir.

Fait

Si les modèles de consommation actuels restent inchangés, deux tiers de la population mondiale pourraient, d'ici 2025, vivre dans des pays soumis à un stress hydrique élevé.

site AQUASTAT, en développant des outils et des méthodologies de contrôle et en mettant en œuvre un processus de validation dans six pays, ainsi que le développement d'une enquête de référence.

➔ La FAO aide à contrôler la qualité des données produites par les pays, en prenant en compte les flux transfrontières, et en renforçant les capacités en matière de collecte et de traitement des données grâce à des documents pédagogiques et à l'organisation de formations aux niveaux national et régional.



NIGER

Une scène de vie quotidienne montrant une bergère collectant de l'eau. L'initiative Action contre la désertification promeut la gestion durable de la terre et restaure les terres dégradées ou asséchées.
©FAO/G. Napolitano

LE SAVIEZ-VOUS?

Selon le régime alimentaire, entre 2 000 et 5 000 litres d'eau sont nécessaires afin de produire l'équivalent de l'alimentation quotidienne d'une personne.

ACTIONS NATIONALES

Sahel et Afrique de l'Ouest

ODD **1** **2** **6** **15** **16**

Les données recueillies grâce à l'imagerie satellitaire offrent une nouvelle dimension au contrôle de la sécheresse

En 2011, de nombreuses organisations internationales ont prédit de graves pénuries alimentaires dans la région du Sahel. Toutefois, après avoir analysé les données recueillies par satellite, ainsi que les données agricoles fournies par les pays, le Comité permanent inter-État de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) a proposé un scénario différent. Selon lui, le problème n'était pas la quantité de nourriture produite mais l'accès à la nourriture, c'est-à-dire l'incapacité d'acheter la nourriture disponible.

Créé à l'initiative de la FAO à la fin des années 1960, le CILSS couvrait au départ les neuf pays du Sahel. Branche technique de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), son mandat s'étend désormais aux pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. D'abord intéressé par la conservation des sols et de l'eau, il a élargi son champ d'action aux systèmes de pointe sur l'information et la présentation des données. Siégeant désormais au Burkina Faso, avec un centre régional de formation au Niger, le CILSS cherche les moyens de renforcer la résilience du fragile écosystème qui est à la base des moyens d'existence de millions d'agriculteurs et d'éleveurs.

Politique connexe: L'eau pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (www.fao.org/3/a-av045f.pdf)

L'ÉCONOMIE PROTÈGE DU BESOIN

INDICATEUR RELATIF AUX ODD
12.3.1

MESURANT
**LES PERTES ET LE
GASPILLAGE ALIMENTAIRE**

Des montagnes de nourriture sont perdues et gaspillées chaque année. Les pertes de nourriture touchent à la fois les consommateurs et les producteurs, en faisant monter le prix des aliments et baisser la quantité de denrées qui peut être vendue. Elles gaspillent les ressources (des intrants comme l'eau et les engrais) et représentent également une menace pour l'environnement sous la forme d'émissions de gaz à effet de serre. Les écosystèmes, qui sont déjà menacés par la demande croissante d'une population en constante augmentation, subissent des pressions pour produire davantage.

Capable de déterminer où ont lieu les pertes alimentaires, ce nouvel indicateur donne aux pays une mesure régulière des pertes alimentaires entre la ferme et l'assiette. Il permettra aux gouvernements d'utiliser les données pour concevoir des politiques en matière de stockage, de sécurité et de transport alimentaires et de fonctionnement des systèmes alimentaires.

La FAO développe actuellement une méthodologie pour mesurer

le gaspillage alimentaire, les aliments jetés par les consommateurs ou les magasins.

DES ODD INTERDÉPENDANTS

La réduction des pertes et du gaspillage alimentaires a des conséquences sur plusieurs autres objectifs de développement durable qui concernent une utilisation des ressources plus efficace et la diminution de la faim en augmentant la disponibilité de nourriture ou la réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment les ODD 2, 6, 13 et 17.

LA FAO SOUTIEN LES PAYS POUR CONTRÔLER LES CIBLES DES ODD

Indicateur 12.3.1. *Indice mondial des pertes alimentaires (Catégorie III)*

- ➔ Les nouvelles méthodologies utilisées pour mesurer les pertes après récoltes et le gaspillage alimentaire sont uniformes dans les différents pays.
- ➔ Inclusion de davantage d'information sur les pertes alimentaires au sein des missions de développement des capacités actuellement programmées dans les pays sur les bilans alimentaires.

Impact

L'indicateur identifie les pertes alimentaires le long de la chaîne alimentaire qui va de la ferme à notre assiette. Les données permettent d'améliorer le stockage, la sécurité et le transport des aliments, ainsi que le fonctionnement général des systèmes alimentaires.

Fait

Une part non négligeable de la nourriture que nous produisons est perdue ou gaspillée, et avec elle, la quantité correspondante d'énergie consommée dans les systèmes alimentaires.

LE SAVIEZ-VOUS?

SAVE FOOD, ou l'Initiative mondiale de la FAO sur la réduction des pertes et du gaspillage alimentaires, développe les capacités et noue des partenariats pour réduire les pertes alimentaires grâce à des interventions basées sur des données tangibles.

PAKISTAN

Des hommes transportent des bananes entreposées en attendant d'être vendues sur un marché. ©FAO/F. Naeem



ACTIONS NATIONALES

Asie

ODD 1 2 5 7 8 9 12 17

S'attaquer au problème des pertes après récoltes

Les aliments riches en micronutriments comme les fruits et les légumes, sont essentiels à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. Cependant, dans de nombreux pays, les pertes après récoltes dans ces secteurs sont élevées, principalement du

fait de pratiques inadéquates en matière de manipulation, transport et emballage, de conditions d'entreposage médiocres et de l'insuffisance des infrastructures.

La FAO travaille dans un certain nombre de pays (Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka) où elle mène des activités pilotes sur la gestion après-récoltes pour améliorer la qualité, garantir la sécurité et réduire les pertes dans les filières prioritaires traditionnelles des fruits et légumes.

Elle forme des experts, formateurs et acteurs de la filière à de nouvelles pratiques et technologies, et conduit des enquêtes de marché dans les chaînes de distribution prioritaires pour identifier les goulets d'étranglement qui contribuent à ces pertes.

Politique connexe:

Les pertes et le gaspillage de nourriture dans un contexte de systèmes alimentaires durables (www.fao.org/3/a-i3901e.pdf)

UN OCÉAN D'OPPORTUNITÉS

INDICATEURS RELATIFS AUX ODD
14.4.1, 14.6.1, 14.7.1
ET **14.b.1**

MESURANT
LES STOCKS DE POISSON, LA PÊCHE DURABLE, LA PÊCHE ILLÉGALE ET LES DROITS D'ACCÈS DES PETITS PÊCHEURS



Impact

Les indicateurs donnent une vue d'ensemble des activités marines et fournissent aux pays des renseignements sur le niveau optimal de l'effort de pêche, la croissance de l'aquaculture et un accès équitable et sûr aux ressources aquatiques vivantes.

Fait

Les mers et les océans possèdent les ressources nécessaires pour faire face à la demande de la population globale croissante d'une alimentation sûre et nutritive.

- ➔ La FAO offre son assistance technique pour améliorer la capacité des pays à entreprendre des évaluations des stocks de poissons, notamment par l'élaboration de recommandations et de manuels et par le biais d'un programme de formation complet, comprenant des ateliers et des séminaires.
- ➔ Elle met en place des programmes de formation sur la production et l'analyse de données, et aide les pays à mettre en oeuvre les Directrices volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (<http://www.fao.org/3/a-i4356f.pdf>).

Les pêches et l'aquaculture offrent de nombreuses opportunités pour réduire la pauvreté, la faim et la malnutrition, stimuler la croissance économique et garantir une meilleure utilisation des ressources naturelles. Le poisson contribue à raison d'environ 17 pour cent à l'apport en protéines animales de la population mondiale, et en 2014, 57 millions de personnes travaillaient dans le secteur primaire des captures, et la plus grande majorité dans la pêche à petite échelle ou artisanale.

Aujourd'hui, la surpêche menace les moyens d'existence. Près d'un tiers des stocks de poissons commerciaux ont été pêchés à des niveaux biologiquement non viables en 2013. Selon les estimations mondiales, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) représente entre 11 et 26 millions de tonnes de poisson par an, soit entre 10 et 23 milliards de dollars des États-Unis. L'expansion incontrôlée de l'aquaculture peut avoir des conséquences négatives comme la pollution et la dégradation de l'habitat.

Des informations sur les stocks de poissons marins, la gouvernance et l'accès aux ressources marines et aux marchés permettent aux pays d'obtenir un tableau plus complet des activités dans leurs eaux territoriales. En outre, grâce à la promesse de la surveillance et de la technologie

d'observation de la Terre, les gouvernements seront en mesure d'appliquer les mesures du ressort de l'État du port et d'autres contrôles.

DES ODD INTERDÉPENDANTS

Avec les cibles de l'ODD 14, la pêche et l'aquaculture durables contribuent à des objectifs multiples et notamment à l'éradication de la pauvreté (ODD 1), l'élimination de la faim, la réalisation de la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition (ODD 2), et la promotion d'une croissance économique soutenue, inclusive et durable (ODD 8).

LA FAO SOUTIEN LES PAYS POUR CONTRÔLER LES CIBLES DES ODD

Indicateur 14.4.1 *Proportion de stocks de poissons se situant à un niveau biologiquement viable (Catégorie I)*

Indicateur 14.6.1. *Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre des instruments internationaux visant à combattre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (Catégorie III)*

Indicateur 14.7.1 *Pourcentage du PIB représenté par la pêche durable dans les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et tous les pays (Catégorie III)*

Indicateur 14.b.1 *Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre d'un cadre juridique, réglementaire, politique ou institutionnel reconnaissant et protégeant les droits d'accès des petits pêcheurs (Catégorie III)*



BANGLADESH

Des hommes déchargent la pêche du jour sur un marché de poissons au sud du pays. Le travail de la FAO permet d'améliorer la productivité des cultures, du bétail et de la pêche dans le pays.
©FAO/M. Zaman

LE SAVIEZ-VOUS?

Depuis la promulgation en 1996 de la Loi sur la pêche durable («Sustainable Fisheries Act») aux États-Unis, les stocks surexploités de poisson ont diminué, passant de 25 à 16 pour cent entre 2007 et 2015. La reconstitution des stocks de poisson pourrait tripler la valeur économique de nombreuses zones de pêche des États-Unis d'Amérique.

ACTIONS NATIONALES

Monde entier

ODD **1** **2** **8** **10** **13** **14**

Renforcer la sécurité portuaire face aux pêcheurs pirates

L'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée est le premier traité international contraignant portant spécifiquement sur la pêche illégale. Il est entré en vigueur en juin 2016 après l'adhésion du 25^{ème} pays signataire – seuil requis pour l'activation du traité.

Les parties signataires de l'Accord sont tenues de mettre en place un certain nombre de mesures dans leurs ports qui auront pour principal objectif de détecter la pêche illégale, d'empêcher que le poisson pêché illégalement soit déchargé et vendu, et d'assurer le partage des informations concernant les navires peu scrupuleux à l'échelle mondiale.

La pêche des espèces protégées, l'utilisation d'équipements interdits ou le non-respect des quotas de pêche figurent parmi les activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée les plus fréquentes. De telles pratiques compromettent les efforts visant à gérer la pêche marine de manière responsable, et affectent les moyens d'existence des pêcheurs locaux et de leurs communautés.

Les mesures du ressort de l'État du port évitent les frais pour les inspections en mer, et représentent l'un des moyens les plus efficaces de lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Politique connexe: L'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (www.fao.org/3/a-i5469t.pdf)

LA MAGIE DES FORÊTS

INDICATEURS RELATIFS AUX ODD
15.1.1, 15.2.1 ET 15.4.2

MESURANT
**LES FORÊTS ET LES
MONTAGNES DURABLES**

Les forêts et les montagnes sont précieuses pour les populations et la planète; elles contribuent à améliorer les moyens d'existence, en empêchant la pollution de l'air et de l'eau, en conservant la biodiversité et en atténuant les effets des changements climatiques.

Plus d'un milliard de personnes ont besoin des forêts et des vaines pâtures pour leur nourriture, les médicaments et le bois d'œuvre. Les montagnes fournissent quant à elle de l'eau douce et des services environnementaux vitaux pour le développement humain.

Aujourd'hui, l'ensemble des régions du monde est confronté à la détérioration des ressources naturelles, à la pression croissante sur les écosystèmes et à la perte de la diversité biologique. La déforestation, principalement causée par le défrichement des terres forestières et leur conversion en terres agricoles, menace la variété de la vie sur notre planète. Les changements d'utilisation des terres entraînent une perte d'habitats précieux, une diminution de l'eau potable, la dégradation des terres, l'érosion des sols et la libération dans l'atmosphère de dioxyde de carbone.

En contrôlant les terres forestières, le couvert végétal montagneux et la part des forêts gérées de manière durable, les indicateurs offrent aux pays un outil puissant, et pourtant

simple, pour mesurer leurs ressources naturelles, la durabilité de leur stratégie de développement et la santé de leurs écosystèmes.

Ils permettent aux gouvernements d'évaluer les politiques pour réduire la déforestation, planter davantage de forêts, et restaurer et remettre en état des terres dégradées.

DES ODD INTERDÉPENDANTS

Sachant que les forêts jouent un rôle essentiel dans l'ensemble du Programme 2030 - des moyens d'existence au climat en passant par la biodiversité - l'expansion du couvert forestier concerne pratiquement tous les autres objectifs de développement, notamment les ODD 1, 2, 6, 7, 9, 10, 11, 13 et 17.

LA FAO SOUTIENT LES PAYS POUR CONTRÔLER LES CIBLES DES ODD

Indicateur 15.1.1. *Proportion de la surface émergée totale couverte par des zones forestières (Catégorie I)*

Indicateur 15.2.1. *Progrès vers la gestion durable des forêts (Catégorie II)*

Indicateur 15.4.2 *Indice du couvert végétal des montagnes (Catégorie II)*

➔ Formation et assistance technique pour développer et renforcer des systèmes de contrôle intégré afin de fournir des informations fiables sur les ressources en forêt et en arbres et sur l'utilisation/le changement des terres.

Impact

Les indicateurs garantissent la gestion efficace des forêts et des montagnes, ainsi qu'un meilleur équilibre entre la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles.

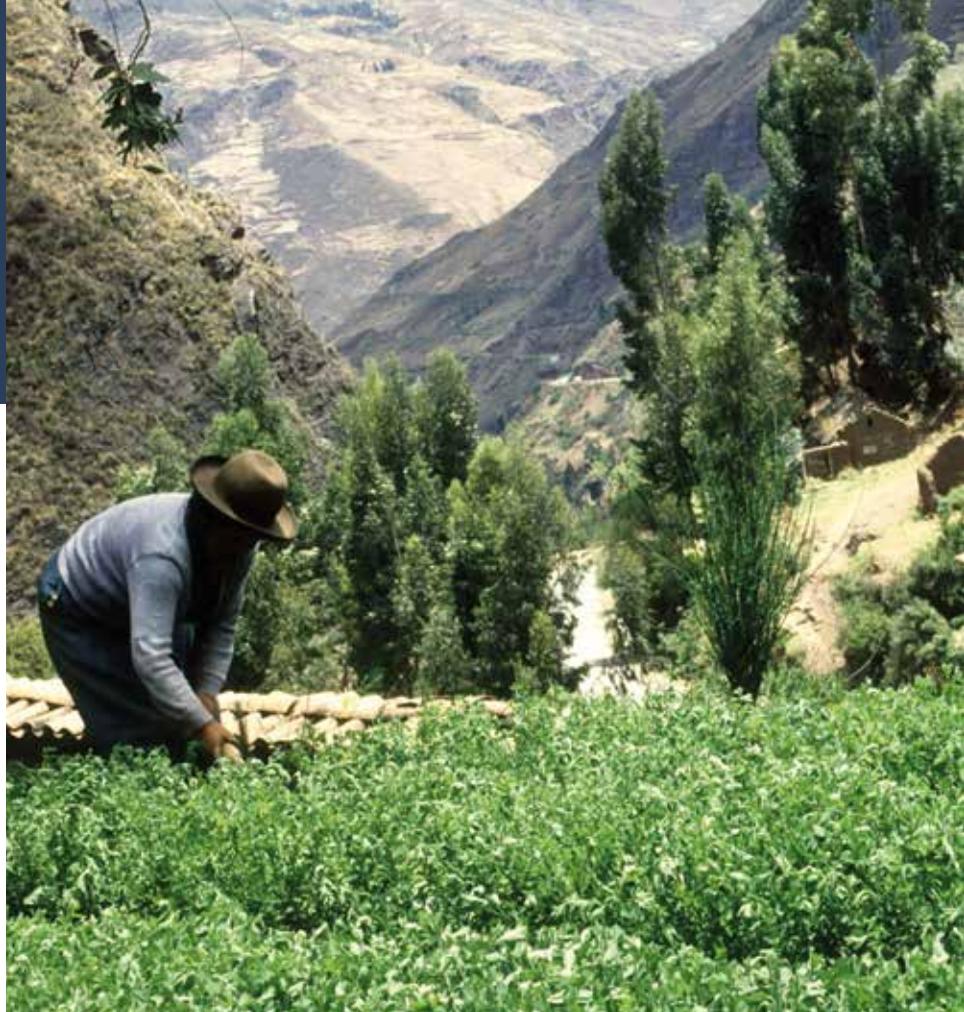
Fait

Les forêts abritent plus de 80 pour cent de la biodiversité terrestre; les montagnes fournissent 70 pour cent des prélèvements d'eau douce dans le monde, pour la consommation domestique, agricole et industrielle.

➔ Formation et ateliers de renforcement des capacités, développement de directives sur les statistiques de produits des forêts, et organisation d'ateliers de formation destinés aux chercheurs sur l'utilisation d'outils, tels que le logiciel Open Foris et Collect Earth.

LE SAVIEZ-VOUS?

La FAO collecte et analyse des données sur les ressources forestières depuis 1946. Dans le cadre du contrôle de plusieurs cibles relatives à l'ODD 15, l'Évaluation des ressources forestières mondiales fournit des informations pour 234 pays et territoires sur plus de 100 variables liées à l'étendue des forêts, leurs caractéristiques, usages et valeurs.



ACTIONS NATIONALES

Pérou

ODD **1** **2** **13** **15** **16** **17**

Mettre en place un contrôle communautaire de l'état des forêts

Abritant l'une des superficies forestières tropicales les plus vastes et les plus riches biologiquement du monde, le Pérou est devenu pionnier dans la gestion durable des forêts. Toutefois, un grand nombre de peuples autochtones craignent que les programmes comme le Programme national sur la conversion des forêts pour l'atténuation des changements climatiques, qui s'est fixé comme objectif zéro déforestation dans

la forêt amazonienne péruvienne d'ici à 2020, soient un prétexte pour privatiser leurs terres.

Suite à un vaste processus de consultation en 2011, une nouvelle loi forestière prévoit un soutien au renforcement du contrôle territorial communautaire – connu sous le nom de *Veeduria Forestal Comunitaria* (VFC), pour renforcer la capacité des peuples autochtones à gérer les ressources forestières, et à tirer des bénéfices des biens et services forestiers.

La participation des communautés locales au contrôle des forêts est reconnue comme un modèle plus efficace de collecte des informations

et des observations pertinentes sur les forêts, de renforcement de la gouvernance et de la gestion et la contribution aux cibles de déforestation zéro.

L'assistance technique et financière de la FAO au VFC rentre dans le cadre du programme FLEGT (Application des Règlements forestières, gouvernance et échanges commerciaux), financé par l'Union européenne, qui vise à améliorer la gouvernance forestière en promouvant la production et l'utilisation légales du bois.

Politique connexe: État des ressources du sol dans le monde (www.fao.org/publications/sofo/fr/)

UNE TERRE D'ABONDANCE

INDICATEUR RELATIF AUX ODD
15.3.1

MESURANT
**LA DÉGRADATION
DES TERRES**

La désertification et la dégradation des terres privent le monde de sols précieux pour l'agriculture.

L'érosion, la salinisation, le tassement et la pollution chimique des sols sont responsables, dans une certaine mesure, de la dégradation d'une part non négligeable des terres dans le monde. Les conséquences de cette dégradation sont la diminution de la productivité des terres, l'insécurité alimentaire, la migration, la dégradation des écosystèmes, et enfin la faim et la pauvreté.

Bien que sévères, ces défis ne sont pas insurmontables. Des investissements ciblés dans la gestion et la restauration durable des terres peuvent stimuler la sécurité alimentaire, améliorer les moyens d'existence et aider les populations à s'adapter aux effets des changements climatiques.

En fournissant aux pays de meilleures données pour éclairer leurs décisions et leurs politiques, ce nouvel indicateur propose aux gouvernements des informations précieuses sur la santé de leurs terres. En contrôlant les changements dans la couverture terrestre, la productivité nette et les stocks de carbone, les pays obtiendront une mesure de la productivité optimale des terres. L'utilisation de la technologie satellitaire et de drones offrent des informations en temps réel sur la

performance des mesures destinées à lutter contre la désertification, améliorer les terres et les sols dégradés, afin d'aider les personnes affectées par la sécheresse et les inondations.

DES ODD INTERDÉPENDANTS

Essentiellement lié aux ODD 1, 2, 6, 8, 10, 13, 15 et 16, cet indicateur permet d'améliorer la cohérence des politiques en matière de production agricole, de gestion des eaux et forêts, ainsi que de la gestion des bassins hydrauliques et des zones protégées.

LA FAO SOUTIENT LES PAYS POUR CONTRÔLER LES CIBLES DES ODD

Indicateur 15.3.1 *Proportion de la surface émergée totale occupée par des terres dégradées (Catégorie III)*

➔ La FAO travaille avec le secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) et d'autres partenaires pour développer des méthodologies et des outils destinés à évaluer la dégradation des terres.

➔ Elle met au point des outils logiciels et renforce les capacités des pays pour la collecte et l'analyse régulières de données par le biais de FAOSTAT et l'utilisation des produits de la FAO pour améliorer l'analyse chez les pays membres.

Impact

Informations en temps réel sur la performance des mesures destinées à lutter contre la désertification et à améliorer les terres et les sols dégradés, ainsi que les terres affectées par la sécheresse et les inondations. Ces données sont essentielles pour augmenter les rendements et atténuer les effets des changements climatiques.

Fait

Un tiers des sols à l'échelle de la planète sont dégradés.

LE SAVIEZ-VOUS?

Des sols en bonne santé sont non seulement essentiels à la vie, mais ils sont également le plus grand réservoir de carbone terrestre, contribuant à l'atténuation des changements climatiques.

➔ Les activités de développement des capacités peuvent cibler une ou plusieurs des trois sous-composantes de l'indicateur: changement dans la couverture terrestre, productivité nette et stock de carbone.

BUILDING AFRICA'S GREAT GREEN WALL

North Atlantic Ocean



The mapmakers endeavored over the presentation of political borders. The map does not constitute an endorsement of any political position or the map's author's view of the legal or constitutional status of any country, territory or sea area, or concerning the delineation of frontiers. Source: FAO (2016)

ACTIONS NATIONALES

Niger

ODD 1 2 8 10 11 13 15 16 17

Rendre à nouveau les terres fertiles

Un projet de restauration des terres à Tera, dans le nord du Niger, a pour but de rendre les zones dégradées à nouveau fertiles, tout en créant des opportunités économiques dans une région très fortement touchée par la migration.

S'inscrivant dans le cadre du Programme d'action contre la désertification de la FAO, le projet associe les connaissances locales à la technologie moderne, en plaçant les communautés au cœur des efforts de restauration.

En 2013, suite à des consultations locales, des graines sélectionnées ont été plantées dans cinq pépinières du village. Bénéficiant d'un soutien continu dans le développement des capacités, depuis lors, 70 hectares de terre ont été restaurés aux alentours de Tera, et les pépinières produisent désormais 100 000 plants par an.

Étendu à six pays d'Afrique, le programme inclut 120 villages et implique 50 000 agriculteurs, dont la moitié sont des femmes. Environ 2 235 hectares de terres dégradées ont été restaurées au Burkina Faso, au Niger et au Mali entre 2013 et 2015 seulement.

L'Action contre la désertification a été lancée en 2014 pour venir en aide aux communautés locales, au

gouvernement et à la société civile au Burkina Faso, en Éthiopie, en Gambie, au Niger, au Nigéria et au Sénégal dans la gestion et la restauration durables des terres sèches des forêts et des vaines pâtures. Elle fait suite à l'Initiative de la grande muraille verte en 2007, initiative africaine phare pour lutter contre les effets des changements climatiques et de la désertification et pour construire des paysages et des moyens d'existence résilients. Les activités sont centrées sur le développement des capacités, les bonnes pratiques, la création de revenus et le partage de connaissances.

Politique connexe: État des ressources du sol dans le monde (<http://www.fao.org/3/a-i5126f.pdf>)

LA FAO ET LES ODD

Des indicateurs de mesure pour
suivre la mise en œuvre du
Programme de développement
durable à l'horizon 2030



Le 25 septembre 2015, les 193 États Membres des Nations Unies ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 – comportant 17 objectifs de développement durable (ODD) et 169 cibles – engageant la communauté internationale à éliminer la pauvreté et la faim et à parvenir au développement durable entre 2016 et 2030. Six mois plus tard, un cadre d'indicateurs mondiaux pour les ODD – comprenant 230 indicateurs – a été mis en place afin de contrôler l'état d'avancement des 169 cibles, constituant le socle de la responsabilité mutuelle des ODD.

Le nombre d'indicateurs – quatre fois plus important que celui des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) – suppose un défi majeur

pour les pays. En tant qu'organisme des Nations Unies proposé comme garant pour les 21 indicateurs des ODD et organisme contributeur pour encore six autres indicateurs, la FAO peut aider les pays à affronter les nouveaux défis liés au contrôle des ODD.

Cette publication présente le travail de la FAO en matière de développement et de renforcement des indicateurs mesurant l'alimentation, l'agriculture et l'utilisation durable des ressources naturelles, et met en lumière les 21 indicateurs relatifs aux ODD dont la FAO est l'organisme garant. Elle décrit, en outre, comment l'Organisation aide les pays à mesurer les progrès et à appréhender le lien entre le contrôle et le développement de politiques pour réaliser les ODD.